

# 29 juin 2021

## Cour de cassation

### Pourvoi n° 21-82.227

Chambre criminelle - Formation restreinte hors RNSM/NA

ECLI:FR:CCASS:2021:CR50994

## Texte de la décision

### Entête

N° M 21-82.227 F-N

N° 50994

SL2  
29 JUIN 2021

NON-ADMISSION

M. SOULARD président,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

---

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

---

DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE CRIMINELLE,  
DU 29 JUIN 2021

Pourvoi N°21-82.227-Chambre criminelle  
M. [T] [B] a formé un pourvoi contre l'arrêt de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris, 1<sup>re</sup> section, en date du 22 mars 2021, qui a déclaré irrecevable son appel de l'ordonnance le renvoyant devant le tribunal correctionnel des chefs d'association de malfaiteurs ayant pour objet de préparer des actes terroristes, infractions à la législation sur les armes détention et transport de produits explosifs, recel de vol, en relation avec une entreprise terroriste.

29 juin 2021

Un mémoire a été produit.

Sur le rapport de M. Maziau, conseiller, les observations de la SCP Célice, Texidor, Périer, avocat de M. [T] [B], et les conclusions de M. Lemoine, avocat général, après débats en l'audience publique du 22 juin 2021 où étaient présents M. Soulard, président, M. Maziau, conseiller rapporteur, M. Bonnal, conseiller de la chambre, et Mme Lavaud, greffier de chambre,

la chambre criminelle de la Cour de cassation, composée en application de l'article 567-1-1 du code de procédure pénale, des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu la présente décision.

## Motivation

Vu l'article 567-1-1 du code de procédure pénale :

Après avoir examiné tant la recevabilité du recours que les pièces de procédure, la Cour de cassation constate qu'il n'existe, en l'espèce, aucun moyen de nature à permettre l'admission du pourvoi.

## Dispositif

EN CONSÉQUENCE, la Cour :

DÉCLARE le pourvoi NON ADMIS ;

Ainsi décidé par la Cour de cassation, chambre criminelle, et prononcé par le président en son audience publique du vingt-neuf juin deux mille vingt et un.

## Textes appliqués

Article 567-1-1 du code de procédure pénale.